

## **Soumission au Comité permanent sur l'agriculture – 18 novembre 2011**

### **Ted Zettel**

Directeur général - Coopérative Organic Meadow

Président de la Fédération biologique du Canada

#### Contexte du secteur biologique du Canada

Tel que le sait déjà le Comité, le secteur alimentaire biologique présente actuellement les plus grandes opportunités de croissance en agriculture. La Coopérative Organic Meadow est un pionnier et un chef de file de ce secteur, représentant plus de 100 fermes biologiques de moyenne dimension, vendant des produits d'un océan à l'autre sous sa propre marque de commerce, et fournissant des ingrédients pour d'autres marques, incluant une petite entreprise exportatrice. En 2010, nous avons investi dans notre usine de transformation de Guelph, en Ontario, pour mieux servir notre marché domestique. Avec plus de 20 ans d'expérience en coopération avec nos fermiers-propriétaires, en développement de la marque de commerce au niveau national, en innovant pour satisfaire une demande émergente des consommateurs, et désormais opérant une usine de transformation, nous sommes désormais bien positionnés pour émettre des commentaires sur la proposition des politiques de Cultivons l'avenir 2 et nous saluons cette opportunité.

Les agriculteurs biologiques abordent le défi de la production depuis une perspective qui est radicalement différente de celle de leurs voisins. Je peux en parler depuis mon expérience personnelle puisque j'ai entamé ma carrière d'agriculteur en utilisant la technologie qui était disponible en 1977 et j'ai changé pour la production biologique en 1983, lorsque les méthodes de production biologique en étaient encore à leurs balbutiements, et le marché des produits biologiques confiné à la très petite niche des « aliments santé ». Nous étions peu organisés à l'époque, sans réglementation ou définition légale du « biologique », et des canaux de distribution tels que Organic Meadow n'existaient pas. Le lait biologique de ma ferme ne pouvait être désigné et vendu comme étant biologique avant 1995, quand nous avons finalement contourné les restrictions imposées par l'Agence de commercialisation du lait de l'Ontario et reçu la permission de séparer le lait de six fermes biologiques incluant ma propre ferme. C'était le début de l'industrie laitière biologique du Canada, qui est maintenant évaluée à près de cent millions de dollars en ventes annuelles. Nous avons maintenant des organisations de marketing bien établies à travers le pays pour pratiquement chaque produit, pour des ventes annuelles totales de plus de 2 milliards de dollars pour l'industrie biologique. Nous avons une norme nationale, des ententes de commerce bilatérales avec les États-Unis et l'Union européenne, et notre propre Grappe scientifique biologique pour la recherche en production biologique. Alors que les opportunités de commerce pour les agriculteurs biologiques se sont considérablement développées pendant 30 ans, l'approche sous-jacente de la pratique est demeurée constante. Les agriculteurs biologiques comptent encore sur les ressources de leurs propres fermes, visant à obtenir un écosystème durable et autosuffisant. La santé du sol est prédominante et elle est maintenue par l'utilisation complexe et diversifiée de rotations de

cultures, de déjections animales compostées, de cultures de couverture enfouies pour enrichir la biologie du sol. Les agriculteurs biologiques gèrent les mauvaises herbes et les parasites sans produits chimiques agricoles. Ils évitent les thérapies antibiotiques et hormonales en élevage d'animaux, et mettent l'accent sur la prévention des maladies en optimisant le logement et la nutrition suivant la préférence naturelle de l'animal. Les fermes biologiques tendent à être plus petites, requérir une gestion et un travail du sol plus intensifs, et être davantage liées au marché par le biais d'initiatives individuelles ou collectives comme Organic Meadow. Elles utilisent beaucoup moins d'énergie par unité de production que l'agriculture conventionnelle, surtout à cause de l'absence d'engrais azotés importés. En tant que fermier ayant expérimenté les deux modèles, je peux vous dire que l'agriculture biologique est beaucoup plus compliquée et difficile à développer. Nous avons besoin que davantage de personnes produisent des aliments biologiques – plus d'agriculteurs. Nous considérons que c'est une bonne chose et nous demandons pourquoi les politiques gouvernementales semblent viser l'établissement de fermes plus grandes avec de moins en moins de fermiers et ce, au détriment des communautés rurales. Nous soutenons la vision d'un secteur agricole résilient, principalement attentif aux besoins de nos gens.

Faisant suite à cette introduction d'ordre général, je vais vous présenter comment, d'après nous, le gouvernement peut nous aider;

- 1) La proposition de Cultivons l'avenir 2 a identifié comme facteurs clé :

**Infrastructure institutionnelle et physique:** Des règles, règlements, normes, organisations et une infrastructure physique efficaces permettent aux entreprises de mener leurs opérations et aux marchés de fonctionner efficacement pour créer un secteur profitable et assurer le bien-être des Canadiens.

Bien qu'il y ait eu une coopération significative entre le secteur biologique et le gouvernement pour l'établissement d'un cadre réglementaire, j'attire l'attention du Comité sur les besoins urgents suivants.

- a) Il n'y a aucun mécanisme de financement pour le maintien de la Norme biologique du Canada, ce qui résulte en une situation où nous sommes incapables de remplir les engagements prescrits par l'Office des normes générales du Canada, ce qui pourrait mener à la mise en retrait de la norme et menacer nos ententes commerciales. Ce problème a été soulevé à de multiples reprises avec les représentants officiels d'AAC et de l'ACIA au cours des deux dernières années, mais demeure irrésolu.
- b) L'approbation de la luzerne génétiquement modifiée (GM) (en attente de commercialisation) pose une menace sérieuse à la capacité des opérateurs biologiques de se conformer à la norme. Nous avons témoigné diligemment devant ce comité au cours des sessions tenues sur le sujet de la biotechnologie en demandant la suspension de cette approbation, mais nous n'avons reçu aucune assurance que notre requête portera ses fruits. Le secteur biologique a coopéré activement avec ses voisins qui pratiquent l'agriculture conventionnelle pour assurer, aux dépens économiques de nos agriculteurs, la ségrégation

- nécessaire pour se conformer à la norme biologique canadienne et prévenir la contamination du maïs et du soya biologique par des organismes génétiquement modifiés. Mais il est largement admis que la biologie de la luzerne ne nous permettra pas de gérer les variétés GM de la même manière. La commercialisation de la luzerne Roundup Ready rendra impossible la pratique de l'agriculture biologique. Nous demandons que le comité nous soutienne face à cet enjeu crucial.
- c) La capacité des producteurs biologiques de servir les marchés locaux et régionaux dépend de l'infrastructure de l'industrie de la transformation à petite et moyenne échelle, laquelle est tristement sous-développée, particulièrement dans la transformation des produits animaux, et ce, à la grandeur du pays. Les usines de transformation à large capacité qui prédominent dans l'industrie ne peuvent généralement pas s'adapter et performer l'innovation requise pour la diversification en spécialités tels que les aliments biologiques, fonctionnels ou la cuisine ethnique. Nous croyons qu'investir les fonds gouvernementaux pour aider le développement de l'infrastructure de la transformation locale et à petite échelle est payant et stimulant pour promouvoir une économie régionale vibrante et durable.
- d) Les exigences réglementaires imposées dans une approche de type « prêt-à-porter » ne conviennent pas aux petits transformateurs. La réglementation doit être ajustée à l'échelle de l'opération. L'une des aberrations réglementaires qui résultent de la disparité de la capacité de transformation est la situation actuelle du secteur des abattoirs à travers le Canada. L'industrie artisanale du fromage au Québec est un exemple encourageant du succès de l'industrie de la transformation à petite échelle. Le gouvernement devrait apprendre de ces exemples.
- e) Le financement des organisations agricoles au Canada est principalement assuré par des contributions prélevées sur les produits, avec, dans certains cas, des frais d'adhésion volontaire pour des organisations agricoles générales souvent liés à des incitatifs financiers ou à d'autres programmes gouvernementaux. Les fermiers biologiques se sentent souvent surtaxés et sous-représentés dans le système actuel. La coopération des gouvernements fédéral-provinciaux-territoriaux est requise pour extraire une portion du financement déjà perçu chez les producteurs et le réallouer pour combler les besoins spécifiques des organisations biologiques provinciales et fédérales qui sont présentement basées sur le bénévolat et dont le financement n'est pas assuré.
- 2) Comblent les besoins alimentaires de notre propre population devrait être davantage priorisé par la politique. Notre expérience du marché nous indique que les Canadiens veulent consommer des aliments cultivés ici. Ils sont prêts à soutenir l'agriculture canadienne, mais trouvent plein de produits importés sur les tablettes d'épicerie. Les politiques gouvernementales mettant l'accent sur la réduction des coûts de production pour concurrencer sur le marché de l'exportation, sans porter suffisamment attention aux désirs de nos consommateurs, en sont partiellement

responsables. Nous recommandons, comme objectif de Cultivons l'avenir 2, de réduire de 50% les niveaux actuels de produits importés d'ici 2020.

- 3) Nous nous réjouissons de l'investissement actuel en recherche accordé par le gouvernement pour la Grappe scientifique biologique, en partenariat avec les partenaires de l'industrie et sous la direction de la Fédération biologique du Canada. Étant donné que la seconde phase de l'Initiative de grappes agro-scientifiques canadiennes est à l'étape de la planification, nous vous encourageons à continuer à soutenir cette activité qui est si essentielle au développement à long terme de la méthodologie.
- 4) En tant que coopérative d'agriculteurs connaissant le succès, et considérant qu'il ne reste que quelques semaines avant l'année 2012, désignée par l'Organisation des Nations Unies comme étant l'Année internationale des coopératives, nous insistons auprès du gouvernement pour la mise en place de support à la formation et au développement des coopératives, qui ont joué un rôle vital dans le développement de l'agriculture au Canada et qui seront encore essentielles pour répondre aux défis auxquels nous ferons face dans le futur.